

**Assemblée générale**

Distr. générale
18 août 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 23 de l'ordre du jour provisoire*

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et la Communauté des Caraïbes****Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et la Communauté des Caraïbes****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1	2
II. Consultations et échanges d'informations	2-4	2
III. Informations communiquées par le système des Nations Unies	5-65	2
A. Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	6-18	2
B. Programme des Nations Unies pour le développement	19-30	4
C. Programme des Nations Unies pour l'environnement	31-34	6
D. Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues ...	35-38	7
E. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	39	7
F. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme	40-41	7
G. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ...	42-47	8
H. Union postale universelle	48	9
I. Banque mondiale	49	0
J. Programme alimentaire mondial	50	9
K. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	51-65	9

* A/53/150.

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution A/51/16 de l'Assemblée générale en date du 11 novembre 1996, intitulée «Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes», dans laquelle l'Assemblée a notamment prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-troisième session, un rapport sur l'application de la résolution.

II. Consultations et échanges d'informations

2. À la première réunion générale tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies les 27 et 28 mai 1997 entre les représentants de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et de ses institutions associées et ceux du système des Nations Unies, les deux secrétaires généraux ont fait des déclarations liminaires. Au cours de la réunion, le Secrétaire général des Nations Unies et le Secrétaire général de la CARICOM ont signé un accord de coopération entre les deux organisations. Les participants à la réunion ont convenu qu'il existait déjà une étroite coopération entre l'ONU et la CARICOM, mais qu'ils étaient favorables à l'idée d'explorer et de définir de nouveaux domaines de coopération, compte tenu des contraintes financières et du fait que les ressources humaines sont limitées. Le rapport de la réunion, où figurent ses conclusions et ses recommandations, a été publié sous la cote UN/CARICOM/GM1/1997/1.

3. Les 28 et 29 juillet 1998, le Secrétaire général de la CARICOM a assisté à la troisième réunion entre l'ONU et les organisations régionales, organisée par le Secrétaire général afin d'examiner des moyens concrets et plus efficaces de prévenir les conflits. Dans son allocution liminaire, le Secrétaire général a déclaré qu'une coopération accrue entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales était plus que jamais nécessaire et qu'il fallait approfondir la coopération pour la prévention des conflits meurtriers.

4. Sur l'invitation de la CARICOM, l'ONU était représentée par le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et le Secrétaire général adjoint, respectivement, aux dix-huitième et dix-neuvième Conférences des chefs d'État et de gouvernement des Caraïbes, tenues à la Jamaïque et à Sainte-Lucie en juillet 1997 et 1998.

III. Informations communiquées par le système des Nations Unies

5. Comme suite à la demande du Département des affaires politiques, les chefs de secrétariat des institutions spécialisées, les chefs de programmes, de départements et de bureaux des Nations Unies ont communiqué les informations dont on trouvera ci-après un résumé.

A. Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Département des affaires politiques

6. Le Département des affaires politiques est l'organe chargé de coordonner la coopération entre l'ONU et les organisations régionales. À ce titre, le Département a coordonné l'application de la résolution 51/16 de l'Assemblée générale, notamment la tenue de la première réunion générale entre les représentants de la Communauté des Caraïbes et de ses institutions associées et ceux du système des Nations Unies, et l'établissement du rapport présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale.

7. Le Département était également responsable de l'organisation de la troisième réunion entre l'ONU et les organisations régionales pour ce qui est des questions de fond. La réunion a étudié la possibilité d'intensifier l'interaction et la coopération entre l'ONU et les organisations régionales en matière de prévention des conflits dans le cadre de la Charte des Nations Unies et des mandats des organisations régionales. Tout en reconnaissant qu'un seul modèle de coopération ne pourrait pas parer à toutes les éventualités, les participants ont envisagé diverses modalités possibles de coopération sur la base des ressources et capacités actuellement en place dans les diverses organisations.

8. Comme suite à la résolution 49/141, le Département a envoyé des notes verbales et des lettres aux chefs de toutes les composantes du système des Nations Unies, les priant de désigner, dans leurs bureaux respectifs, les fonctionnaires responsables des affaires de la CARICOM et qui en seraient les coordonnateurs dans divers domaines d'activité. Par la suite, le Département a dressé et continue de tenir à jour une liste des centres de coordination de l'ONU qui a été communiquée à la CARICOM afin de faciliter une coopération plus pragmatique et plus efficace sur le plan financier entre les deux systèmes.

9. Le Département a été représenté à la Conférence sur la gouvernance, la démocratie et la société civile dans la Communauté des Caraïbes, coparrainée par le Programme des

Nations Unies pour le développement (PNUD), le secrétariat de la CARICOM, la Banque interaméricaine de développement (BID), l'Organisation des États américains (OEA) et l'University of the West Indies, et qui s'est tenue à Christ Church (Barbade) les 9 et 10 septembre 1997. Le Département a également été invité à assister en qualité d'observateur à la deuxième réunion générale de l'OEA-CARICOM, qui s'est déroulée au siège de l'OEA, à Washington, les 23 et 24 avril 1998.

10. Dans le cadre de son mandat, le Département maintient des contacts étroits avec les fonctionnaires du secrétariat de la CARICOM, les représentants permanents des États membres de la Communauté des Caraïbes et l'Observateur permanent de cette dernière auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Bureau des services de contrôle interne

11. Le Bureau a organisé, du 30 mars au 3 avril 1998, un programme d'information et d'initiation d'une semaine portant sur son organisation et ses attributions à l'intention de Mme Margaret Godson-Phillips, Chef du Bureau des services de contrôle de la CARICOM. Dix fonctionnaires du Bureau ont par ailleurs tenu des réunions approfondies avec Mme Godson-Phillips, portant notamment sur la vérification des comptes, les méthodes et techniques de suivi et d'évaluation appliquées par le Bureau dans l'exercice de ses fonctions quotidiennes de contrôle interne. Le Bureau a également remis à Mme Godson-Phillips toute une série de publications et autre documentation – Statut et Règlement du personnel, Règlement financier et règles de gestion financière de l'ONU, manuel de passation des marchés de l'ONU, etc. –, ce qui, comme indiqué, servirait de base pour évaluer la qualité des publications comparables de la CARICOM.

Département de l'information

12. Au cours des cinquante et unième et cinquante-deuxième sessions de l'Assemblée générale, le Département a rendu compte des déclarations faites par les chefs d'État ou de gouvernement et les ministres des affaires étrangères de la région dans le cadre de son magazine radiophonique de 15 minutes intitulé «Nouveaux contacts» (en anglais, adapté en néerlandais et en créole) ainsi que dans des segments de son journal d'informations hebdomadaire «Caribbean New Roundup». Il a produit une série de six émissions sur les questions du droit de la mer et eu un entretien avec le Secrétaire général adjoint de l'Autorité internationale des fonds marins et le Greffier du Tribunal international du droit de la mer.

13. Deux magazines radiophoniques ont été produits, portant exclusivement sur le sujet : «The Caribbean Community and the United Nations getting closer» (Rapprochement entre la Communauté des Caraïbes et l'ONU) et «Improving cooperation between the United Nations and regional organizations to prevent conflicts – a perspective from the CARICOM Secretary-General» (Améliorer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales aux fins de la prévention des conflits – le point de vue du Secrétaire général de la CARICOM).

14. Les services multimédias du Département ont longuement traité d'un grand nombre de questions et d'activités concernant l'ONU et la CARICOM, dans le cadre notamment de communiqués de presse, de magazines radiophoniques et de reportages. Parmi les événements marquants, il convient de citer la signature d'un accord de coopération entre l'ONU et la CARICOM en mai 1997; l'allocution du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies saluant l'avènement «d'une nouvelle ère de partenariat» entre l'ONU et la CARICOM, au cours de la réunion des chefs de gouvernement des Caraïbes, tenue à la Jamaïque en juin 1997; le Séminaire régional sur la décolonisation qui a eu lieu en mai 1997 à Antigua-et-Barbuda; les démarches entreprises par la CARICOM en vue de rallier le soutien de l'ONU pour mettre fin au transit de déchets nucléaires par la mer des Caraïbes; le soutien manifesté par les États membres de la CARICOM à l'idée de créer une cour pénale internationale; l'appel lancé par la CARICOM à la communauté internationale pour qu'elle appuie le programme relatif à la forêt ombrophile d'Iwokrama; la convention de la CARICOM et de l'ONU visant à conférer un pouvoir accru aux enfants; les opinions des États membres de la CARICOM sur les problèmes relatifs aux droits de l'homme; la participation de la Vice-Secrétaire générale de l'ONU à la Conférence des chefs d'État de la CARICOM, tenue en juillet 1998; et les cérémonies de commémoration du vingt-cinquième anniversaire du Traité de Chaguaramas portant création de la CARICOM et le Marché commun des Caraïbes en 1973.

15. Les autres thèmes dont le Département a longuement traité, concernant notamment le développement durable (suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement); les programmes de lutte contre la pauvreté [Réunion ministérielle sur l'élimination de la pauvreté de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)]; la coopération en matière de gouvernance et de développement; commerce et investissements (documentaires sur la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et une étude du rôle de la CEPALC); le

problème des stupéfiants et l'augmentation du nombre des armes légères et de la criminalité dans la région.

16. Dans le domaine des services de bibliothèque et de publication, il convient de noter les faits suivants. Au cours de la période considérée, le Département a intensifié son réseau de partenaires pour les dons et les échanges dans le cadre de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld. Des mesures ont également été prises pour veiller à ce que la CARICOM reçoive régulièrement les documents et publications de l'ONU. Quant à la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, elle reçoit aussi périodiquement les documents et les publications de la CARICOM qu'elle indexe à sa base de données de documentation (SIBONU/Horizon).

17. Un atelier de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld à l'intention des bibliothécaires dépositaires de l'ONU dans la région, portant sur l'utilisation des documents de l'ONU est prévu pour janvier 1999 à Port of Spain.

18. L'*Annuaire des Nations Unies* a continué à faire état périodiquement d'activités ayant trait à la coopération entre l'ONU et la CARICOM, en publiant notamment le texte intégral des résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet. La *Chronique des Nations Unies* a publié des articles sur la coopération entre ces deux organisations quand elle rendait compte des travaux de l'Assemblée générale ainsi que des délibérations d'autres organes délibérants. Dans le troisième numéro (1998), un article a été écrit expressément pour la *Chronique* par l'Ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda, M. Patrick Lewis, sur les problèmes qui préoccupent la CARICOM, tels qu'ils ont été exprimés lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux drogues illicites.

B. Programme des Nations Unies pour le développement

19. La coopération entre le PNUD et la CARICOM se situe essentiellement dans le contexte du Cadre de coopération régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (composante de la CARICOM) et du Programme régional multi-insulaire des Caraïbes qui soutient les initiatives des pays membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS).

20. L'orientation des programmes de coopération du PNUD est définie sur la base des mandats que lui confère son conseil d'administration et de consultations avec les gouvernements et les entités compétentes, à savoir les secrétariats de la CARICOM et de l'OECS. Les programmes du PNUD sont axés principalement sur les thèmes de l'élimination de la pauvreté, la gestion de l'environnement, la gouvernance et

le développement ainsi que le commerce et l'intégration, les questions intéressant les femmes constituant un thème commun à tous les autres. Les efforts visant à rationaliser les programmes et à mieux les cibler se poursuivent vu la nécessité d'aider les pays à mobiliser des ressources externes aux fins du renforcement des capacités et du développement. L'instauration d'une coordination plus étroite entre les partenaires de développement et la formation d'alliances stratégiques avec d'autres donateurs, bilatéraux et multilatéraux, ont également acquis une plus grande importance.

21. Outre les programmes traditionnels de coopération technique, la région des Caraïbes bénéficie également d'autres programmes de coopération technique du PNUD, dont le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et son Programme de microfinancement, le Protocole de Montréal, le Programme des partenaires du développement, le Programme pour une vie nouvelle et le Fonds d'Initiative à l'appui des stratégies d'élimination de la pauvreté. Par ailleurs, afin de renforcer l'efficacité des activités de coopération technique exécutées par le PNUD, l'Organisation propose de mettre en place prochainement dans la région des Caraïbes une unité de ressources sous-régionales qui s'emploierait à créer un service d'orientation en ligne comportant un réseau d'institutions et de particuliers et qui permettrait de recenser et de faire connaître de «meilleures méthodes» et de fournir des conseils techniques sur les questions de développement durable aux bureaux de pays, aux gouvernements et à l'ensemble du système des Nations Unies.

Suivi des récentes conférences mondiales

22. Conformément aux mandats et recommandations issus des récentes conférences mondiales, particulièrement dans les domaines de l'élimination de la pauvreté et du développement social, le PNUD continue d'aider les gouvernements des Caraïbes à formuler et à mettre à exécution au niveau national des plans, stratégies et politiques d'élimination de la pauvreté. L'Initiative à l'appui des stratégies d'élimination de la pauvreté a considérablement facilité l'application des engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement social. Les pays bénéficiant de programmes qui ont engagé un dialogue avec des partenaires nationaux sur la marche à suivre et le cadre institutionnel nécessaire pour l'élimination de la pauvreté et la réalisation d'enquêtes et d'évaluations sur la pauvreté ont également reçu un appui technique. Il est aussi prévu d'appuyer les activités destinées à renforcer les capacités en vue de mettre au point une approche globale pour mesurer le degré de la pauvreté, qui aille au-delà des indicateurs traditionnels du revenu.

23. Pour ce qui est de la protection et de la régénération de l'environnement, un appui technique est actuellement fourni

pour renforcer les capacités d'aménagement du territoire et exécuter des programmes qui lient la gestion de l'environnement à l'élimination de la pauvreté. Les pays bénéficient également d'une aide pour mettre au point des stratégies et politiques concertées propres à assurer une gestion des ressources naturelles qui soit conforme aux accords, conventions et plans d'action internationaux. En outre, les pays de la CARICOM reçoivent une assistance du programme forestier du PNUD et du volet «diversité biologique» du FEM afin de les aider à élaborer des méthodes de gestion durable des forêts et de protection de la biodiversité.

24. La deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) a joué un rôle de catalyseur important dans la région des Caraïbes en ce qu'elle l'a incitée à revoir son approche et sa conception du développement des établissements humains. Le PNUD a fourni un soutien stratégique aux gouvernements lors de l'élaboration du Plan d'action pour les établissements humains aux Caraïbes qui a été approuvé en avril 1997. En coopération avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, il a également aidé à définir des stratégies en matière d'utilisation et de gestion des sols et de protection de l'environnement aux Caraïbes. Vu la vulnérabilité de la région aux catastrophes naturelles, le PNUD, en coopération avec l'Organisation des États américains (OEA) et l'Agency for International Development des États-Unis entre autres, a continué d'aider l'Organisme caraïbe d'intervention rapide en cas de catastrophe à améliorer le système d'intervention, de planification préalable en cas de catastrophe et de gestion des catastrophes.

Coopération technique aux fins du développement durable

25. Le Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement du PNUD a été chargé d'assurer le suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement. Pour s'acquitter de la responsabilité qui lui a été confiée de mettre en oeuvre le programme d'assistance technique pertinent, le PNUD a établi un répertoire d'experts des petits États insulaires en développement. Une enquête ayant pour objectif d'évaluer les besoins de coopération technique de la région a également été réalisée. Après de nombreux retards, le mandat visant à faciliter la mise en place d'un réseau électronique entre les petits États insulaires en développement sous la rubrique SIDS/NET sera exécuté sous peu. Le réseau, qui, dans un premier temps, sera axé sur trois chapitres du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement¹, devrait, à terme, couvrir toutes les questions abordées dans le Programme d'action. Par ailleurs, le PNUD aide actuellement, dans le cadre du pro-

gramme de la région des Caraïbes Capacités 21, les organisations nationales et régionales à élaborer des pages d'accueil sur le Web et à avoir accès à un point de contact régional du programme de constitution de réseaux pour le développement durable entre ces organisations. Ce processus a été mené en collaboration avec le Centre pour l'environnement et le développement de l'University of the West Indies, l'Association caraïbe pour l'environnement et l'Administration de protection des ressources naturelles de la Jamaïque, entre autres.

26. Afin d'aider plus directement les gouvernements de la région à renforcer leurs capacités de développement durable, le PNUD a nommé un conseiller pour le développement durable des Caraïbes qui opère actuellement, à partir du bureau de pays de la Trinité-et-Tobago. Ses principales responsabilités consistent à superviser l'exécution du programme Capacités 21, dont l'objectif est d'aider les pays à être mieux à même de mettre en oeuvre l'Action 21, à encourager l'application du Programme d'action et à fournir un appui technique et des conseils aux gouvernements membres de la CARICOM.

Commerce et intégration

27. En matière de commerce et d'intégration, l'aide du PNUD à la région des Caraïbes a consisté à fournir un appui à la CARICOM. Le PNUD a, en particulier, aidé à la création de l'économie et du marché uniques de la CARICOM en élaborant un cadre juridique approprié, puis en facilitant sa mise en fonctionnement. Le PNUD offre également un appui pour la tenue de vastes consultations et le lancement d'une campagne de sensibilisation qui vise à encourager la réalisation d'un consensus sur les objectifs et les bienfaits potentiels d'une intégration commerciale et économique.

28. Alors que la CARICOM continue de développer son système d'intégration, il existe parallèlement de nombreuses initiatives de négociation commerciale et économique qui nécessitent un appui technique. Le PNUD continuera d'aider les pays de la CARICOM à renforcer leurs capacités de négociation pour qu'ils puissent élaborer leurs propres programmes de négociations commerciales aux niveaux mondial et régional et dans l'hémisphère. Un appui ciblé est également prévu afin de rendre la région plus compétitive pour ce qui est de la production de biens et de services, ce qui facilitera son intégration à l'économie mondiale.

Gouvernance et développement

29. Le PNUD a demandé une étude sur ce sujet afin d'encourager le débat et de promouvoir le dialogue sur un éventail de questions relatives à la gouvernance dans une perspective

caraiïbe. En septembre dernier, le PNUD et la Banque interaméricaine de développement, l'OEA et le secrétariat de la CARICOM, notamment, ont parrainé la Conférence régionale sur la gouvernance, la démocratie et la société civile. L'assistance du PNUD dans le domaine de la gouvernance a généralement porté sur les points suivants : renforcement des capacités pour la réforme des administrations publiques, consolidation des processus électoraux, renforcement des capacités des organisations de la société civile, aide aux pays se trouvant dans des situations particulières, et notamment rôle de premier plan dans la coordination des efforts de mobilisation des ressources durant la phase de relèvement. En outre, le PNUD a appuyé les efforts de décentralisation afin que le public puisse être plus étroitement associé aux processus de gouvernance et de prise de décisions et prendre une part active à la formulation des programmes de développement adaptés aux priorités et besoins locaux.

30. Le PNUD compte collaborer plus étroitement avec les organisations non gouvernementales, les organisations féminines et les organisations communautaires, et favoriser une plus grande égalité entre les sexes dans le domaine des procédures, des structures et des fonctions de la gouvernance.

C. Programme des Nations Unies pour l'environnement

31. Le PNUE a fourni un appui au secrétariat de la CARICOM pour la préparation et la convocation du Forum de la mer des Caraïbes, tenu à la Trinité-et-Tobago du 2 au 6 juin 1998 à l'occasion de l'Année internationale de l'océan.

32. Les projets et activités décrits ci-dessous ont été ou seront exécutés dans les pays membres de la CARICOM, mais non pas en association directe avec la Communauté :

a) Collaboration avec l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) sur l'atelier concernant la mise en oeuvre des conventions et traités internationaux, tenu à Saint-Kitts-et-Nevis du 23 au 26 juin 1998;

b) Assistance à la lutte contre la pollution d'origine tellurique à Point Lisas (Trinité-et-Tobago) par le biais du projet du PNUE sur les baies fortement polluées;

c) Proposition de projet à mettre en oeuvre à la fin de 1998 sur la planification marine, une attention particulière étant accordée à l'environnement et aux pêches. Le projet pourrait, dans un premier temps, être exécuté à la Jamaïque et à la Trinité-et-Tobago;

d) Mise en oeuvre d'un projet sur la protection des dunes de sable à Anguilla de juin 1997 à juillet 1998, en

collaboration avec l'OECO. Il s'agissait de reconstituer les dunes dans deux sites de l'île et d'informer l'opinion sur ce problème et sur le processus d'érosion des plages;

e) Exécution du Plan national de protection des tortues à la Trinité-et-Tobago, comprenant des activités de formation et de sensibilisation;

f) Exécution d'un projet visant à améliorer la qualité de l'eau sur la côte ouest de Sainte-Lucie, qui a commencé en juin 1997 et s'est terminé en juillet 1998, en collaboration avec l'Institut des Caraïbes pour la salubrité de l'environnement. L'objectif était de fournir un appui pour l'amélioration des opérations des installations d'épuration des eaux d'égout pour trois hôtels;

g) Mise en oeuvre de plans nationaux de protection des lamantins pour le Belize et la Trinité-et-Tobago;

h) Pour la fin de 1998, surveillance des récifs coralliens et appui à l'établissement d'une zone marine protégée à Sainte-Lucie;

i) Assistance technique à la Barbade, à la Jamaïque et à la Trinité-et-Tobago pour la mise en place de systèmes d'information via Internet, afin d'améliorer la gestion des données sur les ressources côtières et celles du milieu marin.

33. Tous les pays membres de la CARICOM ont été invités à participer aux activités de formation ci-après :

a) Gestion des déchets solides et des eaux usées pour l'industrie du tourisme, Sainte-Lucie, 2-9 février 1998;

b) Formation de formateurs concernant la gestion intégrée des zones côtières pour le tourisme, Jamaïque, 9-20 février 1998;

c) Gestion intégrée des zones côtières pour le tourisme, Barbade, 27-30 avril 1998.

34. Les rapports techniques ci-après seront distribués à tous les pays membres de la CARICOM :

a) *Regional Overview of Best Management Practices in Hotels and Marine Protected Areas* (Aperçu régional des meilleures pratiques en matière de gestion des hôtels et des zones marines protégées);

b) *Environmental Management Tool Kit* (Documentation relative à la gestion de l'environnement) : volume contenant des recommandations sur l'assainissement du milieu à l'intention des hôtels;

c) *Green Resource Directory* (Annuaire des ressources de l'environnement) : techniques, produits et services permettant d'améliorer la gestion de l'environnement dans les centres touristiques;

d) *Code of Conduct for Hotels* (Code de conduite pour les hôtels) : ensemble de directives provenant de divers documents stratégiques;

e) *Regional Environmental Action Plan for Tourism* (Plan d'action régional pour la protection de l'environnement aux fins du tourisme) : principales mesures à prendre en vue de l'application du programme Action 21 dans les Caraïbes;

f) *Database on Marine Protected Areas of the Wider Caribbean* (Base de données sur les zones marines protégées de la région des Caraïbes).

D. Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

35. Le PNUCID et la CARICOM ont resserré leurs relations afin de coordonner leurs activités et de renforcer leur coopération au niveau régional dans le domaine du contrôle des drogues.

36. La CARICOM demeure un partenaire essentiel du PNUCID dans les Caraïbes dans le contexte du Plan d'action de la Barbade adopté à la Réunion régionale sur la coopération et la coordination en matière de contrôle des drogues, tenue à Bridgetown (Barbade), du 15 au 17 mai 1996. Les deux organisations échangent des informations sur leurs activités et initiatives concernant la lutte contre les drogues. La Communauté a également participé aux réunions du groupe de travail sur le contrôle des drogues organisées par le Mécanisme du PNUCID chargé de la coordination du contrôle des drogues dans les Caraïbes et tenues à Bridgetown (Barbade) du 20 au 24 octobre 1997. La CARICOM était également représentée à la deuxième Réunion régionale sur la coordination et la coopération en matière de contrôle des drogues dans les Caraïbes, organisée par le PNUCID et tenue à Saint-Domingue (République dominicaine) les 8 et 9 décembre 1997.

37. Le PNUCID et la CARICOM collaborent également au niveau de la coopération technique : le Programme participe et contribue financièrement au Projet en matière d'éducation sanitaire et de préparation à la vie familiale que la Communauté lance en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, des gouvernements nationaux et des organisations non gouvernementales. La CARICOM participe en outre activement à la planification d'un système régional de surveillance épidémiologique afin d'évaluer et de surveiller les profils et tendances en matière d'abus des drogues dans les Caraïbes, projet du PNUCID dont le démarrage est prévu pour le second semestre de 1998.

38. La coopération établie par le PNUCID et les institutions associées à la CARICOM se poursuivra au cours de l'année prochaine : l'Université des Indes occidentales, en coopération avec le Centre de l'Institut de droit des Caraïbes, exécute un programme de formation juridique financé par le PNUCID, en vue d'accélérer la procédure judiciaire concernant les infractions liées au trafic de drogues et au blanchiment de l'argent. Le PNUCID finance également un programme d'étude sur la toxicomanie à l'Université, exécuté par la *Canadian Addiction and Mental Health Services Corporation*. Le 18 mai 1998, la Banque de développement des Caraïbes et le PNUCID ont signé un mémorandum d'accord visant à promouvoir le principe de bonne gouvernance dans les Caraïbes dans le contexte de leurs mandats respectifs.

E. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

39. Le HCR n'a pas mis en oeuvre de programmes particuliers avec la CARICOM au cours de l'exercice biennal 1997-1998 mais il est résolu à rétablir le dialogue avec les contreparties de la Communauté dans un proche avenir.

F. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

40. Lors de la vingt-deuxième réunion du Comité permanent de statisticiens caraïbes (4-7 novembre 1997, Sainte-Lucie), organisée par la CARICOM, l'Institut a présenté une communication sur l'évaluation du travail non rémunéré en vue de son inclusion dans la comptabilité nationale.

41. Des contacts seront établis avec la CARICOM au cours des prochains mois, afin d'examiner les domaines où une collaboration serait possible, notamment dans le contexte des programmes de recherche et de formation de l'Institut intéressant la région des Caraïbes.

G. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

42. L'UNESCO coopère de la manière suivante avec le secrétariat de la CARICOM :

a) L'organisation participe officiellement aux réunions des ministres de la Communauté chargés de l'éducation et de la culture, qui font maintenant partie du Conseil pour le développement humain et social;

b) Un conseiller culturel de l'UNESCO siège au Comité culturel régional, forum des responsables de la culture de la CARICOM, convoqué par le secrétariat de la Communauté;

c) Le secrétariat de la CARICOM participe pleinement aux consultations biennales du Réseau d'innovation éducative pour le développement des Caraïbes;

d) Les représentants du secrétariat de la CARICOM ont joué un rôle de coordination dans la réunion préparatoire (6-8 avril 1998) en vue de la réunion de l'UNESCO intitulée «Focus on the Caribbean», processus consultatif dont le but est de déterminer les besoins prioritaires des petits États membres de la sous-région des Caraïbes dans les domaines suivants : renforcement des capacités et développement respectueux de l'environnement, pauvreté et exclusion, migrations, jeunesse, inégalités entre les sexes, violence urbaine et abus des drogues; et d'étudier comment l'UNESCO pourrait aider à répondre à ces besoins dans ses domaines de compétence;

e) La CARICOM a participé, en tant qu'organisation intergouvernementale, à la Conférence générale de l'UNESCO.

43. L'UNESCO coopère également avec la CARICOM à l'appui des programmes et projets suivants :

a) Un accord a été signé le 6 novembre 1997 entre les deux organisations en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie relative à la valorisation des ressources humaines, adoptée par les chefs de gouvernement des pays membres de la Communauté. Un élément important de la Stratégie a trait au recours à l'éducation des adultes et à l'éducation permanente pour les jeunes ayant abandonné leurs études, les chômeurs et les personnes qui doivent améliorer leurs compétences professionnelles, afin d'utiliser plus largement les nouvelles technologies;

b) L'UNESCO accorde un soutien financier au Festival des arts des Caraïbes (CARIFESTA), qui se tiendra à Saint-Kitts, en août 1999;

c) L'UNESCO fournit également un soutien technique, et parfois financier, aux organes d'information comme la Caribbean Broadcasting Union, le Caribbean Institute of Mass Communication, la Caribbean News Agency, la Caribbean Media Workers Association et les ONG chargées de la communication dans la région qui collaborent avec la CARICOM;

d) Par l'intermédiaire de son bureau de Kingston, l'UNESCO collabore avec le Commonwealth of Learning et l'Université des Indes occidentales dans le cadre d'un

programme financé par le Commonwealth, afin de déterminer les besoins en matière de téléenseignement;

e) Le bureau de Kingston et l'Institut pour l'éducation de l'UNESCO travaillent en étroite association avec le Conseil régional des Caraïbes pour l'éducation des adultes, reconnu par les ministres de l'éducation des pays de la CARICOM comme organe consultatif, non gouvernemental régional en la matière;

f) Le Réseau d'innovations éducatives pour le développement des Caraïbes participe, avec la CARICOM, à l'exécution de plusieurs projets, comme la mise au point d'un manuel de mathématiques pour l'enseignement primaire;

g) L'UNESCO soutient les projets nationaux exécutés par les pays de la CARICOM par le biais des commissions nationales et les projets régionaux par le biais du secrétariat de la Communauté. Elle appuie également directement plusieurs projets exécutés avec diverses ONG dans la sous-région de la CARICOM.

44. Le Groupe de la CARICOM chargé du développement durable a manifesté son intérêt pour l'intégration du projet de l'UNESCO relatif aux écoles associées de la mer des Caraïbes dans les conclusions du Forum de la mer des Caraïbes qui a eu lieu du 3 au 6 juin 1998. Les participants au Forum ont adopté un vaste programme d'action pour la mer des Caraïbes et les éléments d'une stratégie portant sur des initiatives nationales, régionales et hémisphériques visant à améliorer la gestion de la mer semi-fermée des Caraïbes et de ses ressources marines et côtières fragiles. Le Forum a contribué à faire en sorte que la mer des Caraïbes soit reconnue par la communauté internationale comme zone spéciale dans le contexte du développement durable.

45. Les recommandations du Forum seront soumises aux organes de décision compétents de la CARICOM, y compris à la Conférence des chefs de gouvernement. Elles apporteront également une contribution importante à la présentation qui, d'après les Ministres des affaires étrangères des pays membres de la CARICOM, devrait être faite à la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1999, pour examiner la mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement¹

46. Le Programme scientifique et technique de l'UNESCO dans les Caraïbes a été exécuté en étroite collaboration avec le secrétariat de la CARICOM. Le programme cadre relatif à l'application de la science et de la technologie au développement dans les Caraïbes, qui était géré par le Conseiller de l'UNESCO pour la science et la technologie dans les Caraïbes, a représenté un effort commun mené par l'UNESCO, le PNUD et le secrétariat de la Communauté.

47. C'est dans le contexte du Programme scientifique et technique que des succès ont été obtenus en 1996 concernant la contamination bactérienne des poivrons et des tomates à la Barbade et dans les Caraïbes orientales. Dans la composante biotechnologique du Programme, les chercheurs de l'Université des Indes occidentales du campus de Cave Hill ont, en 1997, franchi une étape importante vers l'éradication de l'anthracnose de l'igname, maladie très répandue à la Barbade; cela devrait permettre de rétablir la variété d'exportation White Lisbon Yam dans le pays.

H. Union postale universelle

48. Les contacts maintenus par l'Union postale universelle et la CARICOM ont toujours été étroits et se sont renforcés depuis 1995, avec la création d'un poste de conseiller régional de l'UPU pour la sous-région des Caraïbes. Plusieurs réunions de coordination ont été organisées entre le conseiller régional, les autorités postales de la sous-région et la CARICOM, qui ont abouti à la création de l'Union postale des Caraïbes.

I. Banque mondiale

49. La Banque mondiale et la CARICOM coopèrent en vue de la mise en place d'un cadre d'intégration économique dans la région des Caraïbes. Le principal organe chargé de cette coopération est le Groupe des Caraïbes pour la coopération en matière de développement économique, groupe consultatif présidé par la Banque mondiale, qui rassemble les pays anglophones de la région des Caraïbes, ainsi que Haïti et la République dominicaine. La CARICOM est membre du Comité directeur, organe de coordination du Groupe, qui établit son ordre du jour régional. La Communauté et l'Université des Indes occidentales sont les deux seules institutions représentées au Comité directeur.

J. Programme alimentaire mondial

50. Il n'existe pas d'accord de coopération officiel entre le PAM et la CARICOM mais, au niveau des pays, des échanges officiels ont été établis, y compris par le biais de séminaires et de réunions de travail.

K. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

51. De 1996 à 1998, le siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes a collaboré avec le secrétariat de la CARICOM sur un certain nombre de questions liées à son programme de travail. Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC/CEPALC) a fourni un appui dans de nombreux domaines.

Développement économique

52. La CEPALC a transmis au secrétariat de la CARICOM un certain nombre de documents aux fins de la préparation des documents d'information à établir pour les réunions des chefs de gouvernement des pays membres de la Communauté, tels que résumés et analyses des performances économiques des pays des Caraïbes de 1995 à 1997, et fourni un appui technique à la deuxième réunion du Groupe de travail de la CARICOM sur les pays désavantagés, organisée par la CARICOM à la Barbade, le 17 décembre 1997.

Questions commerciales et financières

53. Le secrétariat technique a contribué à l'organisation de la première réunion du Groupe de travail de la CARICOM sur la Zone de libre-échange des Amériques, que le secrétariat de la Communauté a tenue au Guyana les 4 et 5 avril 1997. Il a également participé à la seizième Réunion spéciale du Conseil des ministres de la CARICOM, convoquée au Guyana du 24 au 27 juin 1996, et continuera de fournir un appui technique aux délibérations sur la zone de libre-échange des Amériques.

Questions relatives au développement durable et à l'environnement

54. La CEPALC et la CARICOM ont été chargées par la Conférence mondiale de 1994 de fournir des services de secrétariat intérimaire communs pour l'application du Programme d'action¹.

55. Une proposition concernant la création d'un mécanisme de coordination commun a été approuvée par le Conseil des ministres de la CARICOM et soumise à l'Union européenne en vue d'un financement extrabudgétaire.

56. Le secrétariat de la CEPALC a collaboré avec la CARICOM et d'autres institutions en vue de la convocation de la Réunion ministérielle sur le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires des Caraïbes («the Way Forward») tenue à la Barbade du 10 au 14 novembre 1997.

Participation des femmes au développement et sexospécificités

57. Le secrétariat a participé avec UNIFEM et la CARICOM à un examen des questions se rapportant au progrès de la femme dans les Caraïbes. Il a également apporté une aide à la convocation de la Réunion des ministres des pays membres de la CARICOM chargés des questions féminines, qui a eu lieu à Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago), le 28 novembre 1996.

58. Le secrétariat a convoqué un atelier spécial sur les femmes et la prise de décisions au Guyana le 12 juin 1997. Il a également contribué à la convocation, au Guyana, du 6 au 8 août 1997, de la rencontre CARICOM/CEPALC/UNIFEM d'après Beijing (Conférence ministérielle de la sous-région des Caraïbes organisée en préparation de la septième session de la Conférence régionale sur l'intégration des femmes dans le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes), pour laquelle il a établi le rapport (LC/CAR/G.508).

Science et technologie

59. Le secrétariat, par l'intermédiaire du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST), a aidé à la préparation de conférences mondiales et régionales dans le domaine de la science et de la technique. Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC/CEPALC), par l'intermédiaire du CCST, a fourni une assistance technique pour l'organisation de sa consultation nationale sur la science et la technique et la valorisation des ressources humaines dans le contexte du marché unique de la CARICOM.

60. Le secrétariat a fourni un appui technique pour l'organisation de la réunion préparatoire CCST/CARICOM en vue de la Réunion régionale des ministres chargés de la science et de la technologie, qui s'est tenue au Guyana du 10 au 12 mars 1996 (LC/CAR/G.475, CCST/96/1).

61. Par l'intermédiaire du CCST, au Guyana, en septembre 1996, le CDCC/CEPALC a collaboré avec le secrétariat de la CARICOM dans le cadre de la consultation technique sur le Sommet de Bolivie, tenue par la Communauté et le centre de l'Université des Indes occidentales pour l'environnement et le développement. Le secrétariat de la CEPALC a également participé à l'organisation d'une réunion de la CARICOM sur l'agriculture tenue au Belize, du 25 au 28 mai 1997. La CARICOM est en outre représentée dans les équipes de planification pour de nombreux projets exécutés par le CCST. Le CDCC, par l'intermédiaire du CCST, et en collaboration avec la CARICOM, a contribué à la mise en place du Réseau d'études côtières et océaniques. La Communauté a participé à la réunion du Comité mixte de planification qui s'est tenue dans les îles Vierges américaines les 2 et 3 avril 1998, afin

d'examiner les plans relatifs à l'organisation d'un stage de formation sur l'enseignement des sciences et des mathématiques au niveau de l'enseignement primaire.

Information et statistiques

62. Le secrétariat de la CEPALC a participé à l'organisation d'un atelier sur l'évaluation de l'impact de l'information sur le processus décisionnel, organisé par le secrétariat de la CARICOM et tenu au Guyana, en avril 1996. Il continue de collaborer avec la Communauté et la Banque de développement des Caraïbes à la mise en oeuvre d'un programme relatif à un système d'information régional. Il a offert son soutien au Comité consultatif du Système d'information de la région des Caraïbes pour l'organisation de la réunion du Système d'échange d'informations et de données d'expérience dans le domaine de la science et de la technologie dans la région des Caraïbes, qui s'est tenue à Sainte-Lucie, en octobre 1996. Le secrétariat a également fourni une assistance pour la convocation de la première Réunion des responsables de l'information des pays des Caraïbes, organisée par la CARICOM au Guyana et tenue les 18 et 19 novembre 1996.

Population et développement

63. Le secrétariat de la CEPALC a fourni un appui technique à l'organisation de la consultation CARICOM/UNICEF sur l'éducation sanitaire et la préparation à la vie familiale, tenue à la Barbade, en avril 1996. Il a également fourni un appui technique à la Consultation régionale de la CARICOM sur les ressources humaines tenue à la Barbade du 19 au 21 novembre 1996.

Programmes de formation

64. La CEPALC a aidé la CARICOM à organiser un atelier diplomatique de haut niveau sur le thème «Vers l'an 2000 : perspectives et défis pour la CARICOM». Organisé par le secrétariat de la Communauté, il traitait des questions liées à la coordination des politiques régionales compte tenu des tendances mondiales.

65. Pendant la période à l'examen, la CEPALC a également participé à 10 réunions convoquées par la CARICOM et, de même, la Communauté a participé à 11 réunions organisées par la CEPALC/CDCC.

Note

¹ *Rapport de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, Barbade, 25 avril-6 mai 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.I.8), chap. I, résolution 1,

annexe II.
